

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth

À leur réunion de 1995 tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande), les chefs de gouvernement ont approuvé une initiative clé qui émanait du premier ministre du Canada et du président de l'Afrique du Sud. Celle-ci consistait à traduire les principes de Harare en mesures concrètes, en donnant au Commonwealth un mandat élargi relativement à la démocratie, y compris des mécanismes visant à régler les problèmes susceptibles de se poser dans les pays membres. Il en est résulté le Programme d'action de Millbrook, qui autorise le Commonwealth à accroître son action en vue de promouvoir la démocratie, le développement et la concertation.

Le Programme d'action de Millbrook a également permis la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, dont font partie les ministres des affaires étrangères de toutes les régions. Le Groupe fait enquête sur les cas de violations graves et persistantes de la Déclaration de Harare par des membres du Commonwealth, et recommande des mesures collectives que le Commonwealth pourrait prendre. Il est actuellement formé de représentants du Botswana (présidence), de la Barbade (vice-présidence), de l'Australie, du Bangladesh, du Canada, de la Malaisie, du Nigéria et du Royaume-Uni. Le Groupe a organisé des missions ministérielles aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Nigéria, au Pakistan et en Sierra Leone.

À la réunion de 2002 des dirigeants du Commonwealth, le Groupe d'action ministériel fera rapport sur la situation aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Pakistan, en Sierra Leone et au Zimbabwe.

Fidji : Le Groupe d'action a tenu une réunion d'urgence en juin 2000 à la suite d'une crise aux Fidji, lorsque le pouvoir est passé des mains d'un gouvernement démocratique à celles d'un gouvernement nommé par l'armée. Le Groupe a exclu temporairement les Fidji des conseils du Commonwealth et a envoyé une délégation ministérielle pour encourager le gouvernement intérimaire à respecter un calendrier pour le retour à la démocratie. En décembre 2000, le secrétaire général du Commonwealth a nommé un envoyé spécial afin de faciliter le règlement de la situation.

Les observateurs du Commonwealth et de l'ONU ont estimé que les élections nationales tenues aux Fidji au début de septembre 2001 ont été libres et justes. Lors d'une réunion le 20 décembre 2001 à Londres, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a décidé de lever la suspension des Fidji des conseils du Commonwealth, compte tenu des efforts déployés par ce pays pour restaurer la démocratie. Cependant, le Groupe a décidé de maintenir le pays à son ordre du jour et de surveiller la situation de près, étant donné qu'un litige, actuellement devant les tribunaux, risque de remettre en question la constitutionnalité du gouvernement.